

Unité bi-départementale Eure Orne  
1, avenue Foch CS 50021  
27020 Évreux

Évreux, le 17/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GEODIS CL Pharma**

Zone Industrielle Pharma Parc  
27100 Val de Reuil

Références : 418/23/UBDEO/ERA/DB  
Code AIOT : 0005800805

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2023 dans l'établissement GEODIS CL Pharma implanté Zone Industrielle Pharma Parc 27100 Val de Reuil. L'inspection a été annoncée le 10/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du programme de contrôle opéré par l'inspection des installations classées, une visite d'inspection du site exploité par la société GEODIS CL Pharma était planifiée le jeudi 24 octobre 2023. Compte tenu du dépôt de dossiers portant sur l'actualisation de l'étude de dangers, l'augmentation de la capacité de stockage d'aérosols dans le bâtiment B et l'augmentation de la capacité de stockage de liquides inflammables dans le bâtiment C, l'inspection a choisi d'orienter cette visite sur la cohérence de l'étude de dangers, des mesures de maîtrises des risques associées en lien avec les risques incendie et explosion.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GEODIS CL Pharma
- Zone Industrielle Pharma Parc 27100 Val de Reuil
- Code AIOT : 000580080
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la société GEODIS CL Pharma, situé sur la commune du Val de Reuil, est un site d'entreposage de produits pharmaceutiques pouvant être, pour certains, inflammables ou dangereux pour l'environnement au sens de la réglementation. L'établissement est une installation classée pour la protection de l'environnement (I.C.P.E.) soumise à « enregistrement » au titre de la rubrique 1510 (entrepôt couvert) et à « déclaration » au titre des rubriques 4331 (liquides inflammables), 4320 (aérosols), 1185 (gaz à effet de serre fluorés) et 2925 (atelier de charge d'accumulateurs).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la situation administrative,
- l'étude de dangers de 2016,
- le risque incendie orienté sur la conformité du sprinklage et la conformité à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (rubrique 1510),
- le suivi des actions correctives suite à la visite d'inspection du 21/10/2020.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 1.7.2 et 7.4.1. Article L.181-25 du Code de l'environnement	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
3	Degré coupe-feu des portes dans les parois séparatives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II > 6, annexe II > 17, annexe V > I et annexe V > II. Article 1.2.4, 8.1.1, 8.2.1.1, 8.2.1.3 et 8.4 de l'AP du 15/12/2008	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
5	Détection gaz de la chaufferie	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 7.6.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
8	Sécurité publique des bassins de rétention	Code de l'environnement du 13/02/2021, article L.511-1 du Code de l'environnement	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
9	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 15/04/2017, article Annexe II > 15. Article 3.1 de l'AM du 31/03/1980	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
10	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 7.6.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 1.2.1, 7.6.4, 8.1.4. Article L. 511-2 du Code de l'environnement	/	Sans objet
6	Système de sprinklage	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 7.6.2	/	Sans objet
7	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 7.3.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate **des non-conformités réglementaires** :

- la chaufferie n'est pas dotée d'un système de détection gaz (CH4). L'absence de détection de gaz au niveau de la chaufferie peut conduire à des effets dominos vers le bloc de bâtiments ABC,
- il convient de définir si la chaufferie relève, ou non, d'une zone à atmosphère explosive (ATEX),
- il convient de développer les arguments et critères permettant à l'exploitant de retenir, ou de ne pas retenir, le phénomène dangereux « explosion » dans l'étude de dangers,
- les rapports de vérifications électriques ne tiennent pas compte des zones à atmosphère explosive actuelles,
- le degré coupe-feu des portes énumérées ci-après est inférieur aux degrés coupe-feu prescrits. Ces installations ne respectent pas les prescriptions des articles 6 et 17 de l'annexe II de l'AM du 11 avril 2017 applicables aux installations existantes :
  - paroi REI120 entre le bâtiment F et le local de charge : porte CF REI60 (REI120 attendu au titre de l'article 17 de l'annexe II de l'AM du 11 avril 2017),
  - paroi REI360 entre les bâtiments G et H1 : porte CF REI120 (REI360 attendu au titre de l'article 6 de l'annexe II de l'AM du 11 avril 2017),
  - paroi REI360 entre les bâtiments H1 et H2 : porte CF REI120 (REI360 attendu au titre de l'article 6 de l'annexe II de l'AM du 11 avril 2017),
- le bassin de rétention de 1 659 m<sup>3</sup> ne dispose pas d'une échelle ni d'une bouée visant à prévenir du risque de noyade accidentel. Le grillage a été vandalisé. L'échelle faune est endommagée,
- la dernière vérification des poteaux incendie date de plus d'un an (18/04/2019). Une anomalie est constatée sur le poteau incendie n°151 – P3 : « Système de fermeture HS »,
- les rapports de vérification des portes coupe-feu sont peu compréhensibles. En l'état, ils ne permettent pas de juger de l'efficacité des barrières techniques de sécurité et mesures de maîtrise des risques de l'étude de dangers (n°2, 3, 4, 7, 8, 11, 12, 14, 15, 16, 17) lesquelles visent à limiter la propagation d'un incendie d'un compartiment à l'autre.

**L'inspection émet deux observations :**

- au regard de l'évolution du site (stockage d'aérosols, de liquides inflammables, évolution du

sprinklage...) et des prescriptions générales des arrêtés ministériels, l'inspection recommande à l'exploitant de procéder à une lecture critique de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 décembre 2018 et de porter à la connaissance du préfet de l'Eure, en cas de besoin, les modifications afin que les prescriptions soient adaptées au contexte et que le site ne soit pas contraint par des prescriptions obsolètes (par exemple en ce qui concerne la hauteur de stockage des liquides inflammables de la cellule C) ou lorsqu'elles nécessitent d'être aménagées afin de réduire les risques et inconvénients (par exemple en ce qui concerne la gestion des alarmes),

2. l'inspection recommande à l'exploitant de déclarer le groupe électrogène dans les installations de combustion au titre de la rubrique 2910.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, articles 1.2.1, 7.6.4, 8.1.4. Article L. 511-2 du Code de l'environnement
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La situation administrative de l'établissement est définie par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'arrêté préfectoral n°D3/B4-08-268 du 15/12/2008,</li> <li>• le récépissé de fonctionnement au bénéfice des droits acquis n°D-17-E1-151 du 19/06/2017,</li> <li>• le récépissé D-18-ERA-356 29 juin 2018 faisant suite au porter à connaissance du 18 mai 2018 portant déclaration de la rubrique 4320-2 D 97t dans le bâtiment B,</li> <li>• le porter à connaissance du 21/10/2020 portant sur le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 2925 (2925-1 183 kW et 2925-2 416 kW),</li> <li>• le porter à connaissance du 02/12/2020 portant sur l'augmentation de capacité de liquides inflammables dans le bâtiment C jusqu'à 99 t (55 t + 44 t = 99 t) dans le bâtiment C et demande de bénéfice des droits acquis des rubriques 2925 et 1510,</li> <li>• la déclaration de la rubrique ICPE 4510 DC 99 t du 3 octobre 2023.</li> </ul> <p>Les installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1185-2a, D, gaz à effets de serre fluorés, 820 kg,</li> <li>• 1510-2b, E, stockage de combustible sous entrepôts couverts, bâtiments A B C D E F G H1 H2, 434 209 m<sup>3</sup> et 19 656 t,</li> <li>• 2925-1, D, opérations de charge avec dégagement d'hydrogène, 183 kW,</li> <li>• 2925-2, D, opérations de charge sans dégagement d'hydrogène, 416 kW,</li> <li>• 4320, D, stockage d'aérosols dans le bâtiment B, 97 t,</li> <li>• 4331-3, DC, stockage de liquides inflammables de acté 2 ou 3 dans le bâtiment C, 99 t,</li> <li>• 4510-2, DC, stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique, 99 t.</li> <li>• 2910 NC 540 kW.</li> </ul> <p><b>Extrait de l'article 7.6.4. Ressources en eau et mousse et moyens de prévention</b>  "8. une alarme sur l'ensemble du site, audible en tout point de l'établissement."</p> <p><b>Extrait de l'art. 8.1.4. Produits incompatibles et liquides inflammables</b>  "Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans le même bâtiment.  Les stockages effectués sur ces aires présentent une hauteur inférieure à 5 mètres."</p> <p><b>Extrait de l'article L. 511-2 du Code de l'environnement</b>  Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations</p>

classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. « Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation. »

#### **Constats :**

L'exploitant a communiqué un tableau actualisé des rubriques confirmant le classement exposé dans la prescription contrôlée ci-dessus.

L'exploitant a exposé :

- les installations relevant de la rubrique 2925-2 ne sont pas mises en œuvre. Des réflexions sont en cours au regard de la maturité des technologies au lithium. L'exploitant souhaite conserver la possibilité d'exploiter cette rubrique,
- la hauteur de stockage des liquides inflammables du bâtiment C est limitée à 5 m par l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 15/12/2008. Compte tenu du fait que l'installation est protégée par un système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) et que l'article 9 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 autorise une plus grande hauteur de stockage des liquides inflammables dans ces conditions, l'exploitant propose de solliciter la modification de l'arrêté préfectoral,
- le site est organisé en 3 blocs distincts de bâtiments. L'établissement a été contraint de mettre en place une alarme sur l'ensemble du site, audible en tout point de l'établissement par l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 15/12/2008. L'évacuation des 3 blocs de bâtiments, suite au déclenchement de l'alarme d'un bloc, comporte des risques. En effet, des personnels non concernés par le bloc à l'origine d'un incident pourraient être exposés à des fumées toxiques alors que leur confinement dans un bloc non exposé serait préférable. En outre, des personnels non concernés par le bloc à l'origine d'un incident sont susceptibles de traverser les voies engins,
- l'exploitant s'interroge quant au fait de déclarer ou non au titre de la rubrique 2910 un groupe électrogène d'une puissance d'1,5 MW susceptible d'être utilisé en cas de défaillance du réseau électrique, compte tenu d'un nombre d'heures limité.

L'exploitant peut solliciter l'aménagement du point 8 de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 15/12/2008 portant sur l'alarme en justifiant du fait que la modification est de nature à réduire les risques et inconvénients.

L'inspection informe en retour : il convient de déclarer le groupe électrogène dans les installations de combustion au titre de la rubrique 2910 et de conserver les documents justifiant d'un nombre d'heure inférieur à 500 h si l'exploitant souhaite bénéficier des exemptions prévues par l'article 1.4 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.

#### **Observations :**

**Observation n°1 :** Au regard de l'évolution du site (stockage d'aérosols, de liquides inflammables, évolution du sprinklage...) et des prescriptions générales des arrêtés ministériels, l'inspection recommande à l'exploitant de procéder à une lecture critique de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 décembre 2018 et de porter à la connaissance du préfet de l'Eure, en cas de besoin, les modifications afin que les prescriptions soient adaptées au contexte et que le site ne soit pas contraint par des prescriptions obsolètes (par exemple en ce qui concerne la hauteur de stockage des liquides inflammables de la cellule C) ou lorsqu'elles nécessitent d'être aménagées afin de réduire les risques et inconvénients (par exemple en ce qui concerne la gestion des alarmes).

**Observation n°2 :** L'inspection recommande à l'exploitant de déclarer le groupe électrogène dans les installations de combustion au titre de la rubrique 2910.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, articles 1.7.2 et 7.4.1. Article L.181-25 du Code de l'environnement

**Thème(s) :** Risques accidentels, Étude de dangers

**Prescription contrôlée :**

**Article 1.7.2. Mise à jour de l'étude de dangers**

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.512-33 du Code de l'environnement ou sur demande de l'inspection des installations classées. Ces compléments sont systématiquement communiqués en double exemplaire au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

**Article 7.4.1. Liste de mesures de maîtrise des risques**

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. Cette liste intègre notamment les différentes barrières techniques et organisationnelles recensées dans le présent arrêté.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

**Article L. 181-25 du Code de l'environnement**

Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation.

En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.

Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.

**Constats :**

**Dossiers examinés**

Au regard des évolutions du site, suite à l'arrêté préfectoral (AP) du 15/12/2008, l'exploitant a déposé trois dossiers :

- une actualisation de l'étude de dangers du 11/05/2016 faisant suite à :
  - la mise en service des cellules G et H,
  - la mise en service du sprinklage dans les bâtiments A, B et C,
  - l'ajout d'un système de climatisation dans les bâtiments B et C avec retrait des aérothermes,
- un dossier de porter à connaissance (PAC) du 18/05/2018 portant sur l'augmentation de la capacité de stockage d'aérosols dans le bâtiment B,
- un PAC du 30/11/2020 portant sur l'augmentation de la capacité de stockage de liquides inflammables (LI) dans le bâtiment C et la demande de bénéfice des droits acquis au titre des rubriques 2925 et 1510.

**Justification de la méthodologie d'analyse des risques**

L'exploitant a justifié, dans le dossier d'actualisation de l'étude de dangers du 11/05/2016, du choix de l'analyse des risques la plus appropriée.

**Liste des mesures de maîtrise des risques**

Les trois dossiers déposés ont conduit l'exploitant à mettre à jour les barrières techniques de sécurité (BTS) et les mesures de maîtrise des risques (MMR) suivantes :

- étude de dangers du 11/05/2016 : BTS1 et BTS18,
- PAC du 18/05/2018 : MMR1 à MMR5,
- PAC du 30/11/2020 : pas d'incidence sur les BTS1 et BTS3.

#### **Phénomène de dangers « incendie »**

En lien avec les substances et activités, l'exploitant a retenu le phénomène de danger « incendie ». L'inspection a relevé en séance l'incohérence liée au fait que **le degré coupe-feu (CF) de certaines portes est inférieur au degré CF des parois séparatives**.

Les barrières techniques de sécurité et mesures de maîtrises des risques (BTS2, BTS3, BTS4, BTS7, BTS8, BTS12, BTS14, BTS16, MMR2, MMR3, MMR4) visent à compartimenter un incendie, limiter les effets domino et retarder l'embrasement généralisé des blocs de bâtiments.

En séance, au regard des prescriptions existantes (AP du 15/12/2008 et de l'arrêté ministériel (AM) du 11/04/2017), du principe de bénéfice de l'antériorité et des coûts induits, il a été convenu que l'inspection et l'exploitant examineraient, chacun en ce qui le concerne, l'obligation réglementaire d'appliquer un degré coupe-feu équivalent aux portes et parois séparatives.

**-> Voir le point de contrôle n°3 « Degré coupe-feu des portes dans les parois séparatives ».**

#### **Phénomène de dangers « Explosion »**

Compte tenu de la présence de locaux de charge, d'une chaufferie et du stockage d'aérosols, l'inspection s'est intéressée à la justification de l'exclusion du phénomène de dangers « explosion » et exposé :

- l'accidentologie montre qu'il y a peu voire pas d'explosion liée aux locaux de charges de batteries, cet argument statistique est souvent retenu dans les études de dangers pour exclure ce phénomène,
- à contrario, le phénomène de danger « explosion » est souvent retenu au regard de l'accidentologie en ce qui concerne les chaufferies,
- l'explosion d'aérosols donne lieu à des BLEVE en série : vaporisation des gaz liquéfiés + combustion. Les phénomènes de surpression sont alors négligeables comparativement aux effets thermiques. Cet argument est souvent retenu pour retenir le phénomène de danger « incendie » et exclure le phénomène de danger « explosion ».

L'article 76.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/12/2008 prévoit que les locaux de charge et la chaufferie soient respectivement dotés de détecteurs d'hydrogène et de gaz. Cependant, l'inspection constate que **la chaufferie n'est pas dotée d'un système de détection de gaz. Voir le point de contrôle n°5 « Détection gaz de la chaufferie ».**

**-> L'absence de détection de gaz au niveau de la chaufferie peut conduire à des effets domino vers le bloc de bâtiments ABC.**

**-> Il convient de développer les arguments et critères permettant de retenir, ou de ne pas retenir, le phénomène dangereux « explosion ».**

#### **Changement de régime et mise à jour de l'étude de dangers**

L'exploitant a exposé que l'étude de dangers n'est plus mise à jour du fait que l'établissement relève du régime de l'enregistrement.

L'exploitant s'est fait connaître des services de la préfecture en demandant le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 1510. Cependant, l'exploitant n'a pas demandé à ce que les installations soient gérées via les règles de procédure de l'enregistrement et transmis le document visé à l'article D.181-15-2 bis de Code de l'environnement. L'arrêté préfectoral du 15/12/2008 reste applicable. Le site **relève du régime de l'enregistrement** au titre de la rubrique 1510 tandis que les règles de procédure **sont celles de l'ancien régime**, c'est à dire celles de **l'autorisation**. Les éventuelles



prescriptions rendues applicables **aux installations existantes** par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11/04/2017 sont applicables de plein droit.

Bien que l'exploitant déclare le fait que l'étude de dangers ne soit plus mise à jour, l'inspection constate que la liste des barrières techniques de sécurité et mesures de maîtrise des risques a été actualisée dans les trois dossiers déposés.

→ Pour les raisons exposées ci-dessus, l'article 1.7.2 de l'AP du 15/12/2008 portant sur la mise à jour de l'étude de dangers est applicable.

=> L'inspection propose de demander à l'exploitant, sous 12 mois maximum, de développer les arguments et critères lui permettant de retenir, ou de ne pas retenir, le phénomène dangereux « explosion » dans l'étude de dangers.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois

### N° 3 : Degré coupe-feu des portes dans les parois séparatives

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, articles annexe II > 6, annexe II > 17, annexe V > I et annexe V > II. Articles 1.2.4, 8.1.1, 8.2.1.1, 8.2.1.3 et 8.4 de l'AP du 15/12/2008

**Thème(s) :** Risques accidentels, Degré coupe-feu des portes dans les parois séparatives

**Prescription contrôlée :**

**Extrait de l'AM - 11/04/17 - 1510 A - Annexe II > 6. - Compartimentage**

« L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. »

- « les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; »

**Extrait de l'AM - 11/04/17 - 1510 A - Annexe II > 17. - Ventilation et recharge de batteries**

« S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes). »

**Extrait de l'article 1.2.4. Consistance des installations autorisées de l'AP du 15/12/2008**

« L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante (voir plan en annexe 1) :

- un entrepôt autorisé par arrêté préfectoral du 7 octobre 1999 et comprenant les bâtiments A (3950 m<sup>2</sup>), B (6426 m<sup>2</sup>) et C (5766 m<sup>2</sup>),
- un entrepôt autorisé par arrêté préfectoral du 19 décembre 2001 et comprenant les bâtiments D (3564 m<sup>2</sup>) et E (5742 m<sup>2</sup>),
- un entrepôt autorisé par arrêté préfectoral du 27 novembre 2006 et constitué du bâtiment F (4320 m<sup>2</sup>),
- un entrepôt autorisé par le présent arrêté et comprenant les bâtiments G (6044 m<sup>2</sup>), H1 (3597 m<sup>2</sup>) et H2 (2462 m<sup>2</sup>), »

**Article 8.1.1. Dispositions constructives et d'aménagement**

À l'exception du logement du gardien éventuel, l'affectation même partielle à l'habitation est ex-

clue dans les bâtiments.

Les parois séparatives des bâtiments présentent les caractéristiques suivantes:

- bâtiments A et B : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiments B et C : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiments E et D : murs coupe-feu REI 120,
- recoupage du bâtiment E : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiments G et H1 : murs coupe-feu REI 360,
- bâtiments H1 et H2: murs coupe-feu REI 360,
- bâtiment B et C et local de charge : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiment D et local de charge : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiment F et local de charge : murs coupe-feu REI 120,
- bâtiment G et local de TGBT : murs coupe-feu REI 120.

#### **Extrait de l'article 8.2.1.1. Caractéristiques des constructions et aménagements**

"Les locaux de charge de batteries doivent être séparés des bâtiments de stockage par des parois et des portes coupe-feu, munies d'une ferme porte. Ces parois et ces portes sont coupe-feu de degré 2 heures."

#### **Extrait de l'article 8.2.1.3. Compartimentage**

"les portes communicantes entre les cellules doivent être coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles,"

#### **Extrait du chapitre 8.4 Locaux de charges**

"Les locaux abritant les installations doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers haut et bas coupe-feu de degré 2 heures,
- couverture incombustible,
- dispositifs de franchissement coupe feu de degré 1 heure (REI 60), munis de ferme porte,"

#### **Constats :**

L'inspection a relevé en séance l'incohérence liée au fait que **le degré coupe-feu (CF) de certaines portes est inférieur au degré CF des parois séparatives :**

##### **Bloc de bâtiments F-G-H1-H2**

Dans le scénario Sc I\_S4/1 de l'étude de dangers n°0414-edd-038 du 11 mai 2016, la durée d'incendie du bâtiment G est **estimée à 3H20** (voir photo n°27). Les barrières techniques de sécurité n°14 et 16 visent à limiter les effets domino entre les bâtiments G, H1 et H2 et retarder l'incendie généralisé. Le degré CF des murs entre G, H1 et H2 est REI 360, tandis que le degré CF des portes **est REI120 (voir photos n°32 et 33)**.

Simulé dans le scénario Sc I\_S4/4 de l'étude de dangers, l'incendie généralisé du bloc de bâtiment G-H1-H2, produits des flux thermiques de 3 et 5 kW/m<sup>2</sup> **lesquels sortent des limites de propriété** à l'Est (voir photo n°29) et traversent la route de la Falaise **avec graves conséquences à l'extérieur des limites de propriété (voir photo n°30)**.

Le degré CF du mur entre F et le local de charge est REI120, tandis que le degré CF de la porte s portes **est REI60** (voir BTS12 - photo n°31).

L'exploitant a communiqué un document d'analyse de la société CNPP (voir annexe II) démontrant que les prescriptions des articles 4 et 6 de l'annexe II de l'AM du 11 avril 2017 **ne sont pas applicables** aux bâtiments existants A, B, C, D et E du fait que la demande d'autorisation pour ces bâtiments a été présentée avant le 1er juillet 2003. Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/12/2008 sont identiques aux prescriptions de l'instruction technique du 06/02/1987. De ce fait, sur la base des prescriptions réglementairement opposables, l'inspection des installations classées **ne peut pas imposer le remplacement des portes CF des bâtiments existants A, B,**

**C, D et E** par des portes ayant le même degré de résistance au feu que les parois dans lesquelles elles sont situées.

En ce qui concerne les bâtiments F, G, H1 et H2, le document d'analyse de la société CNPP conclut à des exigences identiques en matière de porte CF entre les prescriptions de l'AM du 11/04/2017 et celles de l'AP du 15/12/2008.

L'inspection constate :

- les installations relèvent du régime de l'enregistrement,
- les bâtiments A, B, C, D et E ont été autorisés avant le 1<sup>er</sup> juillet 2003 (voir l'article 1.2.4 de l'AP du 15/12/2008). L'annexe V.I de l'AM du 11/04/2017 est applicable aux bâtiments A, B, C, D et E. Les articles 6 et 7 de l'AM du 11/04/2017 **ne sont pas applicables**,
- suite à une extension physique, les bâtiments F, G, H1 et H2 ont été autorisés entre le 1<sup>er</sup> juillet 2003 et le 16 avril 2010 (voir l'article 1.2.4 de l'AP du 15/12/2008). L'annexe V.II de l'AM du 11/04/2017 est applicable aux bâtiments F, G, H1 et H2 . Les articles 6 et 7 de l'AM du 11/04/2017 **sont applicables en tenant compte des modalités particulières de l'annexe V.II.**

→ Le degré coupe-feu des portes énumérées ci-après est inférieur aux degrés coupe-feu prescrits. Ces installations ne respectent pas les prescriptions des articles 6 et 17 de l'annexe II de l'AM du 11 avril 2017 applicables aux installations existantes :

- paroi REI120 entre le bâtiment F et le local de charge : porte CF REI60 (REI120 attendu au titre de l'article 17 de l'annexe II de l'AM du 11 avril 2017),
- paroi REI360 entre les bâtiments G et H1 : porte CF REI120 (REI360 attendu au titre de l'article 6 de l'annexe II de l'AM du 11 avril 2017),
- paroi REI360 entre les bâtiments H1 et H2 : porte CF REI120 (REI360 attendu au titre de l'article 6 de l'annexe II de l'AM du 11 avril 2017).

=> L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de décliner un échéancier d'engagement global et détail sous 1 mois maximum visant, sous 12 mois maximum, à :

- respecter les prescriptions des articles 6 et 17 de l'AM du 11/04/2017 :
  - porte REI120 entre le bâtiment F et le local de charge,
  - porte REI360 entre les bâtiments G et H1,
  - porte REI360 entre les bâtiments H1 et H2,
- réviser l'étude de dangers en tant que de besoin.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois

## N° 5 : Détection gaz de la chaufferie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection gaz de la chaufferie
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Extrait de l'article 7.6.4. Ressources en eau et mousse et moyens de prévention</b> « L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : ... - des détecteurs de fuite de gaz dans la chaufferie coupant l'alimentation en cas d'anomalie et avec report d'alarme à l'exploitant et au gardiennage, » ...
<b>Constats :</b> → Au cours de la visite des installations, l'inspection a constaté que la chaufferie n'est pas dotée d'un système de détection gaz (CH4).  => L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de décliner un échéancier d'engagement global et détail <u>sous 1 mois maximum</u> visant, <u>sous 6 mois maximum</u> , à doter la chaufferie d'un système de détection de gaz et des asservissements associés : <ul style="list-style-type: none"><li>• coupure de l'alimentation en gaz,</li><li>• coupure de l'alimentation en électricité,</li><li>• activation d'une alarme sonore extérieure,</li><li>• report d'alarme à l'exploitant et au gardiennage.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

## N° 6 : Système de sprinklage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de sprinklage
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article 7.6.2. Entretien des moyens d'intervention</b> L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, etc.) ainsi que des installations électriques et de chauffage. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a communiqué : <ul style="list-style-type: none"><li>• le compte-rendu de l'assureur Allianz Risk Consulting du 9 octobre 2023 de réception du système de sprinklage de la cellule B (contenant des aérosols),</li><li>• les rapports de contrôle du système de sprinklage des blocs de bâtiments :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ A-B-C faisant suite à la vérification du 22 juin 2023 (une non-conformité);</li><li>◦ D-E faisant suite à la vérification du 15 juin 2023 (pas de non-conformité),</li><li>◦ F-G-H1-H2 faisant suite à la vérification du 28 juin 2023 (une observation),</li></ul></li></ul>

- le rapport de fin d'intervention du 30/06/23 portant sur le remplacement du tableau d'alarme spk baltic et la bonne remontée des alarmes testées.

L'exploitant a exposé :

- le système de sprinklage opérant sur le stockage d'aérosols de la cellule B a été réceptionné par l'assureur. Il est conforme aux spécifications. Le référentiel retenu pour établir les spécifications est le référentiel NFPA 30 B. Pour l'utilisation du référentiel NFPA 30 B, une dérogation est accordée dans le rapport de contrôle Q1,
- les travaux portant sur la mise en conformité du système de sprinklage opérant sur les liquides inflammables de la cellule C sont en cours de finalisation. A l'issue, la réception du système sera prononcée et attestée par l'assureur,
- l'armoire BALTIC du bloc A-B-C, faisant l'objet d'une non-conformité, a été remplacée le 30 juin 2023,
- le report d'alarme du poste 8 du bloc F-G-H1-H2, faisant l'objet d'une observation, a été réparé. Un électricien est intervenu pour régler un pressostat.

-> Les constatations effectuées lors de la visite (consultation des compte-rendus, déclarations de l'exploitant et visite des installations) sont cohérentes et n'ont pas mis en évidence d'anomalie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 7 : Formation du personnel

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 7.3.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Formation du personnel

**Prescription contrôlée :**

### Article 7.3.4. Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

### Constats :

L'exploitant a présenté en séance les actions qu'il mène en matière de formation du personnel aux risques inhérents à certaines installations.

Des causeries HSE spécifiques sont organisées sur les risques liés aux locaux de charges, au stockage d'aérosols, de liquides inflammables...

L'inspection s'est intéressée plus spécifiquement à la formation du personnel en ce qui concerne la prévention des risques accidentels en lien avec le stockage d'aérosols.

L'exploitant a présenté le support utilisé pour la causerie HSE en lien avec le stockage d'aérosols. Les consignes générales de prévention, la conduite à tenir en cas d'accident, les procédures d'alerte ... sont exposées. La présence des participants est formalisée. En complément et au cours de la visite du site, l'exploitant a exposé que les caristes reçoivent une formation spécifique, les embouts des chariots élévateurs sont arrondis, les têtes de sprinklage sont protégées des chocs (effet missile), des revues sont organisées par la cellule d'animation HSE mensuellement afin de contrôler le respect des consignes.

L'inspection constate que la formation du personnel est cohérente avec les recommandations du guide Oméga 4 de L'INERIS (« Méthodes pour l'évaluation et la prévention des risques accidentels : Modélisation d'un incendie affectant un stockage de générateurs d'aérosols »).

-> Les constatations effectuées lors de la visite (support de formation et visite des installations) sont cohérentes et n'ont pas mis en évidence d'anomalie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 8 : Sécurité publique des bassins de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/02/2021, L.511-1 du Code de l'environnement
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité publique des bassins de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Article L. 511-1 du Code de l'environnement</b> Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, « soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, » soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
<b>Constats :</b> Les bassins de rétention figurent dans les barrières techniques de sécurité de l'étude de dangers identifiées BTS13 et BTS18 liées au point de contrôle n°2 « Étude de dangers ».  Le bassin de rétention de 1 659 m <sup>3</sup> est doté d'un grillage et d'un portillon fermé à clef. L'échelle métallique a été volée. <b>Le bassin ne dispose pas d'une échelle ni d'une bouée visant à prévenir du risque de noyade accidentel. Le grillage a été vandalisé. L'échelle faune est endommagée.</b>  Bien que l'ouvrage soit protégé par un grillage et un portillon, l'inspection a évoqué, à titre d'exemple et au regard de l'accidentologie, le risque de chute et/ou de noyade du personnel en charge de l'entretien de l'espace situé à l'intérieur de la zone grillagée.  <b>=&gt; L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant, sous 1 mois maximum, de décliner un échéancier d'engagement global et détaillé visant, sous 12 mois maximum, à assurer la sécurité publique du bassin de rétention de 1 659 m<sup>3</sup> et remplacer l'échelle faune.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

## N° 9 : Installations électriques et équipements métalliques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2017, article Annexe II > 15. Article 3.1 de l'AM du 31/03/1980.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques et équipements métalliques

### Prescription contrôlée :

#### Arrêté Ministériel du 15/04/2017, article Annexe II > 15

Conformément aux dispositions du Code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

À proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.

À l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.

L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.

Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait.

#### AM - 31/03/1980 - Article 3.1

Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de façon permanente ou semi permanente, les installations électriques doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre aux dispositions du décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 et de ses textes d'application.

### Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a communiqué :

- les compte-rendus de vérification des installations électriques Q18 du 05/07/2023 portant sur les bâtiments A, B, C, D, E, F, G et H,
- le zonage ATEX (ATmosphère EXplosive) du 23/06/2010 (référence n° S288044),
- le zonage ATEX du bâtiment B en lien avec le stockage d'aérosols du 30 juillet 2008 (référence n°797404/7163385-1-3H1XMUL),
- le bon de commande du 03/10/2023 portant sur une assistance à la définition du zonage ATEX en lien avec le bâtiment dans lequel sont stockés des liquides inflammables.

Les compte-rendus Q18 mentionnent :

- aucune zone à risque d'incendie (BE2) et/ou d'explosion (BE3) n'a été déclarée,
- aucun plan de zone à risque d'incendie (BE2) et/ou d'explosion (BE3) n'a été fourni,
- l'installation électrique ne peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

L'inspection a exposé :

- **il convient de définir si la chaufferie relève, ou non, du zonage ATEX,**
- les compte-rendus de vérification des installations électriques mentionnent l'absence de fourniture du zonage ATEX et l'absence de risque explosion. En l'état, **les rapports de vérifications électriques ne tiennent pas compte des zones à atmosphère explosive actuelles.**

L'exploitant a exposé :

- le zonage ATEX a été communiqué à l'organisme en charge de la vérification, une mise au point sera effectuée à l'occasion de la prochaine intervention,
- le bon de commande porte sur une assistance à la définition du zonage ATEX de la cellule C en lien avec l'augmentation du stockage de liquides inflammables. Il pourrait être éten-

du à la chaufferie.

-> L'inspection propose de demander à l'exploitant, sous 1 mois maximum, de décliner un échéancier d'engagement global et détaillé visant, sous 12 mois maximum, à :

- définir le zonage ATEX de la chaufferie,
- vérifier les installations électriques en tenant compte des zones à atmosphère explosive.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois

#### N° 10 : Entretien des moyens d'intervention

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/12/2008, article 7.6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

**Prescription contrôlée :**

##### **Article 7.6.2. Entretien des moyens d'intervention**

L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, etc.) ainsi que des installations électriques et de chauffage.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a communiqué :

- les rapports de vérification des extincteurs du 25/01/2023,
- les rapports de vérification des RIA du 08/09/2023,
- les rapports de vérification des détecteurs d'hydrogène,
- le rapport de vérification des poteaux incendie n°1 à 4 du 18/04/2019,
- les rapports de vérification du système désenfumage du 08/06/2023,
- les rapports de vérification des portes CF du 02/06/23 au 07/06/2023.

##### **Vérification des RIA, des extincteurs et du désenfumage**

Les rapports de vérification des RIA, extincteurs et du système de désenfumage montrent un nombre limité de défaut et atteste que ces derniers font l'objet d'une prise en compte par la société Scutum. Les installations sont sous contrat et/ou font l'objet de devis et prestation.

##### **Vérification de la détection gaz**

Le rapport de vérification de la détection hydrogène ne présente pas de défaut. Les capteurs ont été étalonnés. Les seuils et asservissements ont été contrôlés.

→ La chaufferie n'est pas dotée d'un système de détection gaz (CH4). Voir le point de contrôle n°5 « Détection gaz de la chaufferie ».

##### **Vérification des poteaux incendie**

Le rapport de vérification des poteaux incendie n°1 à 4 montre des débits supérieurs à 259 m³/h pour une pression de 1 bar. La pression statique est de 6 bars.

→ Une anomalie est constatée sur le poteau incendie n°151 – P3 : « Système de fermeture HS »,

→ La dernière vérification des poteaux incendie date de plus d'un an (18/04/2019).

##### **Vérification des portes coupe-feu**

→ Les rapports de vérification des portes coupe-feu sont peu compréhensibles. En l'état, ils ne



permettent pas de juger de l'efficacité des barrières techniques de sécurité et mesures de maîtrise des risques de l'étude de dangers (n°2, 3, 4, 7, 8, 11, 12, 14, 15, 16, 17) lesquelles visent à limiter la propagation d'un incendie d'un compartiment à l'autre.

=> L'inspection propose de demander à l'exploitant, sous 1 mois maximum, de décliner un échéancier d'engagement global et détaillé visant, sous 12 mois maximum, à :

- procéder à la vérification annuelle des poteaux incendies,
- disposer d'un état synthétique de la conformité des portes coupe-feu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois